



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

21-04-2015

Ils rackettent la Sécurité Sociale

Le gouvernement socialiste relance la chasse aux dépenses publiques et sociales. **De nouvelles réductions sont annoncées dont 2,2 milliards d'euros rien que pour la Sécurité Sociale.**

Il poursuit le désengagement de la Sécurité Sociale au profit des mutuelles et des assurances privées. L'objectif public n'est plus la prise en charge du parcours de santé mais son « coût » qu'il faut réduire toujours plus.

Depuis 30 ans, toutes les décisions des gouvernements PS et ses alliés ou Droite ont été pour faire payer de plus en plus les dépenses de santé par les malades: déremboursements de médicaments, forfait hospitalier, franchises. **C'est le Ministre socialiste M. Rocard qui a instauré en 1990 la CSG payée par les salariés et les retraités. Cet impôt n'a cessé d'augmenter, il représente aujourd'hui 20,5% ((84 milliards) des 420 milliards de rentrées annuelles de la Sécurité Sociale.**

Les lois successives, la loi Douste-Blazy en 2004, la loi Bachelot en 2009 qui a instauré les ASR (Agences Régionales de Santé) n'ont eu qu'un seul but: réduire les offres de soins, fermer des hôpitaux et faire gérer les autres comme des entreprises capitalistes, introduire le privé dans l'hôpital public, faire faire payer les malades. La récente loi santé votée en avril accentue en ce sens.

Aujourd'hui, 30% de la population renonce aux soins faute de moyens. Et voilà que la direction du Trésor qui dépend du Ministère de l'Economie s'en prend au remboursement des soins pour les maladies chroniques (maladies cardio-vasculaires – diabète- cancer...). Elle propose de diminuer la prise en charge à 100% des affections de longue durée, de fixer un plafond de remboursement limité à 570

euros par an. Leur seul but réaliser des économies budgétaires au détriment de certains malades graves.

La Sécurité Sociale en déficit ?

Le budget annuel de la Sécurité Sociale est de 440 milliards d'euros, il est plus élevé que le budget de l'Etat français. Le gouvernement annonce 14,7 milliards de déficit en 2015.

Depuis 30 ans, chaque année les gouvernements ont réduit de plus en plus les cotisations patronales. En 2003 les réductions de cotisations atteignaient 20 milliards, en 2015 elles atteignent 50 milliards. En ajoutant la suppression de la taxe professionnelle, les dégrèvements d'impôts, les milliards attribués avec l'ANI et le Pacte de responsabilité, on arrive à 275 milliards de cadeaux aux entreprises capitalistes et de nouvelles réductions d'impôts ont été annoncées par Hollande.

La Sécurité Sociale ne serait pas déficitaire si l'argent qui lui revient n'était pas détourné par les multinationales avec le concours actif du gouvernement.

Ceux qui gouvernent ou veulent gouverner préfèrent accuser les malades de dilapider l'argent de la Sécurité Sociale, de frauder, d'être responsables du déficit, comme Sarkozy qui avait lancé une campagne en 2011 ou le FN qui proclame qu'il veut lutter sans merci contre les abus « les arrêts de travail de confort » et « les cartes vitales en surnombre » !

Le Système de Sécurité Sociale a été instauré en 1945. Il figurait dans le programme du Conseil National de la Résistance (CNR). Son but était une réelle Sécurité Sociale de la naissance à la mort, reposant sur la solidarité, permettant à tous d'être protégés durant la vie entière. Le fait de verser une part de son salaire à une caisse commune faisait de l'assurance maladie un salaire socialisé.

Les cotisations étaient prélevées à part égale (50%) sur le salaire (cotisation salariale) et sur les richesses produites par les salariés (cotisation patronales). Ces cotisations n'ont jamais empêché les capitalistes de faire des profits fabuleux mais les multinationales en veulent toujours plus.

Hollande est à leur service. Après les élections départementales il a confirmé : Je continue la même politique. Tous les secteurs sont attaqués. Privatiser la Sécurité Sociale rapporterait des centaines de milliards aux grands groupes capitalistes, aux assurances, aux labos. La santé est un marché fabuleux

Il ne faut pas les laisser faire. La Sécurité Sociale est une conquête sociale précieuse, fondamentale pour le peuple.